



**VISITE DU GROUPE DE TRAVAIL À
DELHI ET KOLKATA (CALCUTTA)
du 29 AVRIL au 3 MAI 2013**

PROJET DE RAPPORT

Résumé

La délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Inde s'est rendue à New Delhi et Kolkata (Calcutta) du 29 avril au 3 mai 2013. Les neuf membres de la délégation étaient conduits par le président de la délégation, Sir Graham Watson (ALDE, Royaume-Uni). Les détails du programme et le nom des membres présents figurent en annexe.

La visite avait notamment pour objet la situation des femmes en Inde, à la suite du viol collectif ayant entraîné la mort d'une étudiante à New Delhi en décembre 2012, qui avait été très médiatisé, et l'intérêt accru porté à la violence à l'encontre des femmes indiennes que cette affaire tragique a suscité. Cet événement avait amené le Parlement européen à formuler une résolution sur la question le 17 janvier 2013, un mois après une autre résolution de plénière sur la discrimination fondée sur l'appartenance à une caste en Inde, que la visite avait également pour objet.

Les membres ont discuté de la situation des femmes avec plusieurs interlocuteurs, dont M^{me} Kumari Selja, la ministre de la justice sociale et de l'autonomisation. Ils ont participé à des réunions avec des représentants de la société civile et ont également visité une association financée par l'Union européenne visant à rendre autonomes les

femmes atteintes du VIH/SIDA. Malgré l'existence de nombreuses dispositions législatives visant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes et les droits de ces dernières, la délégation a constaté que leur mise en œuvre à l'échelle locale posait un sérieux problème et qu'il était essentiel de sensibiliser les autorités, comme le pouvoir judiciaire et la police, à ce problème. Ils ont également jugé qu'il était crucial que les enfants apprennent dès le plus jeune âge l'importance du respect des femmes. Les problèmes particuliers rencontrés par les femmes appartenant aux castes inférieures et dans les zones de conflits ont également été abordés. Des intervenants indiens ont présenté les nouvelles lois en vigueur destinées à punir les personnes responsables de crimes commis contre des femmes, ainsi que les dispositions législatives visant à encourager la participation des femmes à la vie politique par l'intermédiaire de quotas.

Il a été souligné qu'au cours des derniers mois, l'Inde a été plus ouverte à la question de la violence à l'encontre des femmes et que les victimes ont davantage osé signaler les faits de violence aux autorités. Les médias sociaux ont également joué un rôle dans la mobilisation de la société en la rendant moins tolérante aux attaques contre des femmes. Ce sont surtout les citoyens appartenant à la classe moyenne qui ont fait entendre leur colère face à un système politique qui ne cherche pas à traiter les problèmes des citoyens ordinaires (comme ce fut le cas avec le mouvement de lutte contre la corruption).

Les négociations en cours à propos d'un accord de libre-échange entre l'Union européenne et l'Inde étaient également un thème important du programme, d'où la présence de M^{me} Maria Badia Cutchet (S&D, Espagne), rapporteure permanente sur l'ALE. La délégation a également rencontré des parlementaires indiens (dont des membres de la commission du commerce) et des représentants du monde des entreprises afin de discuter des questions pertinentes.

À l'époque de la visite, on espérait qu'un sommet serait organisé à Bruxelles au début du mois de juillet, ce qui aurait permis de parvenir à un accord politique sur l'ALE pour le mois de septembre. Les deux parties ont reconnu que si un accord n'était pas obtenu dans un futur proche, cela entraînerait un retard substantiel: il fallait aboutir à un accord "tout de suite, ou il n'en serait question qu'à moyen voire long terme". L'Inde s'apprêtait à entrer en campagne électorale (des élections parlementaires sont prévues pour la première moitié de l'année prochaine, en mars ou en avril fort probablement), et l'Union européenne devait s'atteler aux négociations commerciales avec le Japon et les États-Unis. L'éventualité d'un échec des négociations sur l'ALE suscitait des préoccupations, dans la mesure où l'Union européenne et l'Inde auraient été désavantagées par rapport à leurs concurrents, notamment la Chine.

Les interlocuteurs indiens ont souvent évoqué la menace que l'agriculture européenne "subventionnée" faisait peser sur les petits exploitants indiens, notamment du secteur laitier. Les membres du Parlement européen ont soutenu que les deux secteurs agricoles étaient largement complémentaires et que les exportations européennes probables, comme le fromage à pâte dure et les pâtes (en plus des vins et spiritueux), ne menaçaient pas les agriculteurs indiens. La délégation du Parlement européen a

également demandé une réduction des droits de douane indiens sur les véhicules automobiles, notamment les véhicules de luxe, qui sont soumis à une taxe de 100 %. Ils ont également cherché à répondre aux préoccupations indiennes continues selon lesquelles l'ALE aurait des retombées négatives sur l'offre de médicaments génériques abordables. Les membres du Parlement européen ont plaidé pour que les deux parties fassent preuve de la volonté politique nécessaire pour conclure un accord ambitieux très prochainement, qui garantirait une situation favorable aux deux parties.

Ces dernières ont reconnu que la relation entre l'Union européenne et l'Inde reposait sur bien plus d'autres éléments que le commerce, car elles partagent des valeurs communes comme le respect des droits de l'homme et de la démocratie. Leur coopération devrait également être renforcée afin de traiter de nombreux problèmes communs en matière de politique étrangère, comme la menace terroriste, la sécurité maritime et la situation en Afghanistan. Leur coopération devrait aussi être renforcée dans des domaines comme les contacts interpersonnels (y compris une coopération renforcée au niveau de la culture et des échanges éducatifs). La visite d'associations financées par l'Union européenne a également permis d'illustrer la coopération entre les deux parties dans plusieurs domaines.

La visite a également eu pour thème d'autres domaines de coopération entre l'Union européenne et l'Inde, à savoir la politique climatique et l'environnement, ainsi que le développement des énergies renouvelables. Ainsi, la délégation a visité une association de collecte et de démantèlement de déchets électroniques à Delhi (voir les détails de cette visite plus loin dans le rapport).

La deuxième partie de la visite s'est déroulée au Bengale-Occidental, qui compte 91,3 millions d'habitants, ce qui en fait le quatrième État indien le plus peuplé. L'État a été gouverné par le Front de gauche (parti communiste indien [marxiste]) de 1977 à 2011. Le Premier ministre Mamata Banerjee actuellement à la tête du gouvernement appartient au parti du Congrès trinamool. La discussion a porté sur le potentiel d'investissement qu'offre la région pour les entreprises européennes et sur les obstacles bureaucratiques rencontrés. Parmi les autres problèmes du Bengale occidental, il y a les mauvaises infrastructures et le manque de travailleurs qualifiés. Les membres ont visité Metro Cash & Carry, qui est un exemple de société européenne ayant investi avec succès au Bengale occidental. Les représentants du gouvernement de l'État et les entreprises locales ont souligné qu'ils devraient également être consultés dans le cadre des négociations afin de pouvoir contribuer à l'accord final.

Les membres ont été informés de la situation dans les régions affectées par les insurrections, notamment dans les États du nord-est, au cours de réunions avec le bureau indien de la DG ECHO et certains de ses partenaires. Plusieurs membres du Parlement européen ont exprimé le souhait de redemander aux autorités indiennes de pouvoir se rendre au Manipur.

Aucun progrès n'est à signaler au niveau de la création d'un groupe d'amitié européen au Parlement indien. La réunion demandée avec la présidente du Lok Sabha, Meira

Kumar, n'a pas pu se faire en raison de l'atmosphère parlementaire houleuse. Cependant, il est prévu que M^{me} Kumar se rende au Parlement européen les 8 et 9 juillet 2013. Pendant la semaine, les membres ont informé leurs homologues indiens et d'autres interlocuteurs des développements actuels dans l'Union européenne.

La question de la peine de mort en Inde a également été évoquée, les membres du Parlement ayant exprimé leur profonde inquiétude face à la reprise récente des exécutions après un moratoire *de facto*. Les interlocuteurs indiens ont répondu qu'il s'agissait d'une affaire intérieure et que cette sentence ultime n'était prononcée que très rarement. Les interlocuteurs indiens ont également indiqué que le public était largement favorable à la peine capitale.

Samedi 27 et dimanche 28 avril 2013.

Les participants sont arrivés les 27 et 28 avril 2013. Le dimanche 28 avril, à 18 h 30, une réunion informelle a été organisée, au cours de laquelle la dernière version du programme a été distribuée aux membres, qui ont également reçu des informations pratiques de la part d'un représentant de la délégation européenne à New Delhi.

Lundi 29 avril 2013 - Delhi

09.30 -10.45 Session d'information à la délégation européenne par le chef de délégation.

Lieu: Délégation européenne, 65, Golf Links

Le chef de la délégation européenne en Inde, l'ambassadeur Joao Cravinho, s'est adressé à la délégation. Les sujets abordés ont été entre autres les relations entre l'Union européenne et l'Inde, et notamment l'ALE, la situation politique actuelle en Inde, y compris le problème de la corruption, la situation des femmes en Inde après le viol et le meurtre de Delhi, d'autres questions relevant des droits de l'homme, notamment la reprise des condamnations à mort, la situation actuelle au Cachemire, et les développements politiques au Bengale Occidental.

11.00 - 11.45 Rencontre avec **S.E. M^{me} Preneet Kaur**, ministre d'État aux Affaires extérieures

Lieu: Bloc sud - Entrée 4

Les deux parties soulignent l'importance de la relation entre l'Union européenne et l'Inde et la signification du partenariat stratégique. L'accent est mis sur leurs valeurs communes de démocratie, de pluralisme et de respect de l'État de droit et des droits de l'homme. Les nombreux domaines de coopération sont également soulignés, dont le commerce, la sécurité, l'éducation, la culture et les énergies renouvelables.

M^{me} Kaur salue l'intérêt de la délégation pour les questions relatives aux droits des femmes et souligne que la plupart des problèmes en la matière remontent à des temps immémoriaux. Cependant, insiste-t-elle, il est "totalement inacceptable" que ces problèmes persistent. Le viol récent perpétré à New Delhi a choqué tout le monde et sensibilisé le public à cette problématique. Il est clair qu'à présent, la population est plus susceptible de signaler les incidents. La ministre signale l'introduction d'une loi en mars 2013 visant à punir plus sévèrement les hommes, "malades mentaux", qui agressent les femmes. Elle indique que ces nouvelles sanctions dissuaderont au moins une partie de ces criminels.

M^{me} Kaur fait remarquer qu'un projet de loi a été déposé afin de réserver aux femmes 33 % des sièges du Lok Sabha et de toutes les assemblées des États. Le projet de loi est passé au Rajya Sabha en mars 2010, mais le Lok Sabha doit encore l'approuver. Elle évoque également la modification de la Constitution de 1993, selon laquelle un tiers des sièges au sein des pouvoirs locaux des villages indiens doit être réservé aux femmes.

À propos d'autres questions, la ministre souligne que l'Iran est un important partenaire commercial de l'Inde et que des liens anciens et de natures très diverses unissent les deux pays. Elle évoque l'importance continue des importations énergétiques iraniennes pour l'Inde, même si cette dernière cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement. New Delhi approuve les sanctions des Nations unies contre l'Iran et estime que ce pays doit répondre aux obligations qui lui incombent dans le cadre du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), tout en sachant qu'il a le droit de produire une énergie nucléaire à des fins pacifiques. M^{me} Kaur affirme que des restrictions semblables devraient également être imposées à la Corée du Nord.

Enfin, M^{me} Kaur souligne l'importance de s'assurer que l'Afghanistan ne retombera pas dans la situation ayant précédé l'intervention de l'OTAN en redevenant un bastion pour les terroristes, qui pourrait menacer l'Inde ainsi que d'autres pays. Il est donc essentiel que le pays bénéficie de programmes d'aide adéquats après le retrait des troupes de l'OTAN.

11.45 Transfert vers Shastri Bhavan, aile C, entrée 6

12.00 - 12.45 Rencontre avec **S.E. Selja Kumari, ministre de la justice sociale et de l'autonomisation**

M^{me} Kumari souligne que la nouvelle législation qui condamne plus sévèrement le viol a envoyé le message fort que le gouvernement indien est déterminé à traiter ce problème. Un débat cherche à déterminer s'il vaut mieux que la législation soit neutre du point de vue du genre ou adaptée à celui-ci; c'est cette dernière option qui l'emporte. Une autre loi a été introduite afin de lutter contre la violence à l'encontre des enfants. Elle fait remarquer que les femmes sont encore victime de nombreuses agressions. Cependant, un plus grand nombre de celles-ci sont signalées grâce à une plus grande transparence. On veille également plus à ce que les enfants soient éduqués de manière à respecter les femmes.

La ministre estime que la législation en place pour lutter contre la criminalité à l'encontre des femmes est déjà considérable, mais qu'elle n'a pas été mise en œuvre de manière optimale. La nouvelle loi responsabilise davantage les officiers de police afin qu'ils entreprennent des actions lorsqu'ils sont confrontés à des viols ou des faits de violence. Il est important de sensibiliser les officiers individuellement, tout en reconnaissant qu'ils travaillent sous une forte pression.

Elle souligne que la nouvelle loi introduit la peine de mort pour les récidivistes et qu'il n'a jamais été question d'un moratoire sur la peine capitale en Inde, mais que certaines condamnations ont été suspendues dans le passé parce qu'elles n'avaient pas été approuvées par la présidence. Elle ne peut toutefois indiquer si la modification législative introduite entraînera un plus grand nombre d'exécutions.

M^{me} Kumari fait remarquer que le gouvernement travaille en étroite collaboration avec les ONG afin d'obtenir plus d'informations sur la situation des femmes. Cependant, elle affirme fermement que s'il est "dans l'air du temps" de blâmer les politiques, ces derniers ont toutefois été élus par la population et "ils doivent rendre des comptes à la population tous les jours". Elle pose la question rhétorique de savoir quels contrôles s'appliquent aux militants sociaux.

La ministre évoque également la législation en vigueur qui garantit que 3 % des emplois au minimum doivent être réservés aux personnes handicapées. Elle évoque les d'écoles spéciales et les centres de formation professionnelle destinés aux personnes handicapées, en soulignant que des efforts sont également déployés afin de rendre toutes les écoles inclusives. Elle fait aussi observer qu'il a été proposé de modifier la Loi sur le système des castes et tribus (et sur la prévention des atrocités) afin d'améliorer le signalement des incidents et la condamnation des coupables; cependant, ces propositions ont eu à pâtir de la perturbation fréquente des débats au cours de la session plénière actuelle.

La délégation du Parlement européen évoque la question de la récupération manuelle des déchets, qui est toujours pratiquée en Inde (et certain autres pays), même si elle a été officiellement interdite par le gouvernement de Delhi en 1993. Ils soulignent que la poursuite de cette pratique est une "honte pour le pays".

12.45

TRANSFERT VERS L'HÔTEL IMPERIAL

PE510.466

6/25

PV\939024FR.doc

12.45 - 15.00 Déjeuner avec la Confédération de l'industrie indienne (CII), présidé par **Sir Graham Watson**, président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Inde
*Lieu: Daniell's Tavern
Imperial Hotel
Janpath, New Delhi*

La délégation du Parlement européen a organisé un déjeuner pour les représentants de la Confédération de l'industrie indienne (CII), auquel plusieurs parlementaires indiens ont également participé.

La délégation du Parlement européen souligne les avantages pour les deux parties que présenterait un ALE d'une grande portée, car il garantirait une évolution favorable pour tous. Cependant, "rien ne pourra être approuvé tant que tout n'a pas été approuvé". Les membres du Parlement européen insistent sur l'importance de garantir une ouverture ambitieuse du marché des deux parties dans des secteurs comme celui de l'automobile ou des services, qui présentent un intérêt significatif pour les deux parties. Ils affirment qu'il est essentiel que l'Inde ne soit pas à la traîne à une époque où l'Union européenne entreprend des négociations sur des ALE avec d'autres pays comme les États-Unis et le Japon.

Les Indiens soulignent que l'impact probable de l'ALE suscite des réactions très divergentes à travers le pays. Ils expriment leurs préoccupations concernant l'afflux potentiel d'automobiles européennes et notent qu'il s'agit d'un secteur très sensible pour l'Inde. La population craint fort également que l'ouverture du pays aux produits agricoles européens "subventionnés" puisse avoir des conséquences dévastatrices sur les petits exploitants, qui représentent une partie considérable de la population (et de l'électorat). Le Parlement européen pense que les secteurs agricoles indien et européen sont largement complémentaires et que les denrées alimentaires européennes ne devraient pas menacer les agriculteurs indiens. Les agriculteurs indiens ont également la possibilité d'exporter leurs produits vers l'Union européenne (actuellement, l'Inde enregistre d'importants excédents dans le secteur).

Enfin, le Parlement européen signale que l'Union européenne ne demande pas à l'Inde d'aller au-delà des Accords sur les droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, et que rien ne menace l'approvisionnement en médicaments génériques abordables.

15.00 TRANSFERT VERS LE BUREAU DE LA DG ECHO

15.30 - 16.30 Présentation de la DG ECHO sur la malnutrition et les conflits internes en Inde
Lieu: Bureaux de la DG ECHO

Les fonctionnaires de la DG ECHO présentent les travaux actuellement en cours à la DG ECHO en Inde. La présentation couvre, entre autres, les travaux de la DG ECHO au Cachemire (où plus de 700 000 personnes sont directement affectées par le conflit) et l'insurrection des Naxalites (plus de 50 000 personnes en sont directement affectées au Chhattisgarh, en plus des 50 000 personnes déplacées). Ils présentent aussi un aperçu du problème de la malnutrition en Inde, où vivent un tiers des enfants souffrant de malnutrition dans le monde. Cette question a en effet été qualifiée par le Premier ministre Singh comme l'un des principaux problèmes auxquels l'Inde est confrontée. Cette année, la DG ECHO octroiera 6 millions d'euros à travers son Plan de mise en œuvre humanitaire (PMH) de 2013, et 0,7 million d'euros par l'intermédiaire de son programme de préparation aux catastrophes (DIPECHO) en 2013-2014. Le bureau de la DG ECHO ne compte que 25 membres du personnel, dont seulement trois travaillent à temps plein sur l'Inde.

Les messages principaux sont qu'il y a énormément de souffrance et de pertes de vie en Inde. Le recours fréquent au viol dans le cadre des nombreux conflits dans différentes parties du pays et le fait que les voix des civils innocents vivant dans les zones de conflit ne sont pas entendues ont notamment été évoqués. Les questions traitées par la DG ECHO ne sont pas abordées dans le cadre du dialogue entre l'UE et l'Inde, et "New Delhi" se trouve à des lieues des problèmes en question. La législation en vigueur est appropriée, mais il y a un énorme problème au niveau de sa mise en œuvre. Les médias sociaux sont devenus un outil majeur dans la sensibilisation du public à la problématique courante des viols et cette question est traitée plus ouvertement à présent. Cette tendance a entraîné une augmentation des protestations et des appels au gouvernement pour qu'il prenne des mesures plus efficaces.

20.00 - 22.30 Dîner de travail avec la **Fédération des chambres indiennes du commerce et de l'industrie (FCICI), présidé par Sir Graham Watson**, président de la délégation du Parlement européen pour les relations avec l'Inde
*Lieu: Villa Medici Restaurant
Dernier étage du Taj Hotel*

En l'absence d'un groupe amical européen formel au sein du parlement indien, le FICI a été un précieux forum d'interaction entre les parlementaires des deux parties. Au cours du dîner, les discussions ont porté sur une longue série de questions dans le cadre des relations entre l'UE et l'Inde, notamment la coopération économique, l'immigration et la mobilité, et des questions relevant des droits des femmes.

Mardi 30 avril 2013 - Delhi

09.30 Trajet jusqu'au projet eWaste

PE510.466

8/25

PV\939024FR.doc

10.30 -12.30

Visite du projet Switch Asia E Waste

Lieu: Zone industrielle de Jhilmil, Delhi

Le projet cherche à améliorer la gestion des déchets électroniques en Inde dans les grandes agglomérations urbaines. 1,6 million d'euros de financements lui est alloué pour la période 2010-2014 et le projet couvre quatre centres urbains, dont Delhi.

Les membres visitent deux petites et moyennes entreprises (PME) actives dans le recyclage des déchets électroniques. Ils assistent ensuite à une présentation des chefs de projet sur le site de collecte et de démantèlement.

L'un des objectifs majeurs du projet est d'intégrer les PME du secteur informel dans le cycle de recyclage des déchets électroniques, de créer un "secteur informel formalisé". Actuellement, 90 % du recyclage est assuré par le secteur informel. Les PME visitées travaillaient précédemment dans le secteur informel et elles ont pu être aidées à être reconnues officiellement par le Bureau de contrôle de la pollution de Delhi. Cette démarche comprend, entre autres, une formation destinée à garantir une collecte et une élimination adéquates des déchets électroniques, ainsi que la sensibilisation des travailleurs pour la plupart non qualifiés à la santé et à la sécurité au travail.

Le processus de "formalisation" de ces PME leur permettra de moins faire l'objet de contrôles policiers, et leur assurera une meilleure acceptation sociale et une plus grande sensibilisation à la santé et à la sécurité.

12.45 - 13.30 **TRANSFERT VERS L'HÔTEL**

15.00 **TRANSFERT AU PARLEMENT**

15.10 Visite du parlement

La délégation est invitée à visiter le parlement, ainsi que les deux chambres.

16.00 - 17.00 Réunion avec **M. Shanta Kumar**, membre du parlement (Rajya Sabha), président de la commission du commerce, et des membres de la commission

*Lieu: Salle n° 63, premier étage
Parlement – Entrée 12*

M. Kumar commence la réunion en présentant un aperçu du système des commissions au sein du parlement indien. Il souligne que l'interaction entre les parlementaires est très précieuse.

La délégation du Parlement souligne qu'après six ans, l'UE et l'Inde se trouvent à une étape cruciale des négociations sur l'ALE et il serait très souhaitable qu'un accord soit signé au plus vite. Il faut craindre que si le dossier n'est pas traité tout de suite il prenne encore plusieurs années.

Les membres du Parlement européen soulignent que le PE a toujours insisté sur une protection efficace des données, qui a posé quelques problèmes avec les États-Unis, et ils espèrent qu'elle pourra être garantie. Cependant, ils soulignent que dans le chapitre sur les DPI, rien n'empêchera l'accès à des médicaments abordables. Les interlocuteurs indiens soulignent que l'Inde respecte l'ADPIC et qu'ils ne voient pas la nécessité d'aller plus loin.

Les membres du Parlement européen font valoir que l'accord ne porte pas uniquement sur le commerce et qu'il permettra aux deux parties d'être plus efficaces dans le contexte de la mondialisation. Ils craignent qu'il n'ait pas été suffisamment question des aspects positifs de l'ALE et redoutent qu'un échec des négociations ne profite qu'à la Chine.

Les interlocuteurs indiens appréhendent la menace potentielle de la production agricole européenne "hypersubventionnée" pour les petits exploitants indiens, notamment celle de produits laitiers, qui sont une source de revenus très importante pour les tout petits fermiers. Le PE répond que la majorité du commerce entre l'UE et l'Inde est complémentaire et que les exportations européennes, comme les fromages à pâte dure et les pâtes (mais également le chocolat, les vins et les spiritueux), ne concurrenceront pas les produits indiens. Les membres du Parlement européen estiment que les produits laitiers ne menaceront pas les agriculteurs indiens. Ils soulignent qu'il importe que les responsables politiques des deux parties montrent qu'ils souhaitent progresser.

Les Indiens redoutent également la "menace" du secteur automobile européen sur les producteurs indiens de véhicules. Les membres du Parlement européen soulignent que les deux parties pourraient bénéficier d'un commerce bilatéral plus important dans le secteur automobile. Ils soulignent l'importance de réduire les droits de douane indiens sur les importations de véhicules de luxe, qui sont actuellement de 100 %.

À propos des ALE déjà en vigueur entre l'Inde et d'autres pays, les interlocuteurs indiens estiment que ces accords ont généralement été plus profitables aux partenaires commerciaux de l'Inde qu'à l'Inde elle-même. Ils soulignent également qu'il faudrait consulter toutes les parties prenantes à l'ALE, y compris la commission du commerce.

17.00 Rencontre avec **S.E. Le D^r Karan Singh**, de la commission des affaires étrangères, et des membres de la commission

Lieu: Parlement.

La délégation du PE ouvre le débat en déplorant la reprise des exécutions en Inde. Ils expriment ensuite l'espoir qu'une intensification des relations commerciales entre les deux parties améliorera leur relation et servira de contrepoids à la Chine. Ils insistent sur le développement de liens culturels et interpersonnels (comme le projet Europalia) et sur la création d'une "coalition pacifique". Les interlocuteurs indiens présentent le modèle de coopération au développement indien et son intérêt pour les investissements du secteur privé, qui contraste avec l'approche "100 % chinois" de la politique chinoise de coopération au développement à l'étranger.

Les membres du Parlement européen présentent les mesures prises par l'UE pour combattre la crise économique et financière, et font valoir qu'à présent, l'euro bénéficie d'une base plus forte. Les Indiens saluent les efforts consentis par l'UE en faveur d'une stabilité en Europe, il s'agit selon eux "du plus grand miracle jamais observé au cours de cette génération". Ils espèrent que des progrès similaires pourront être observés en Asie du Sud, notamment dans le cadre de l'ASACR, qui n'a pas répondu aux attentes et où l'accent a toujours été placé sur les relations entre l'Inde et le Pakistan.

Les interlocuteurs indiens se disent très préoccupés par la situation en Corée du Nord. Ils sont également d'avis qu'"il faut agir" et que Pékin devrait avoir une action positive dans ce dossier. Les membres du parlement indiens soulignent que leur pays entretient de "très bonnes relations" avec l'Iran depuis 2000 ans, même s'ils admettent que Téhéran devrait respecter les obligations qui lui incombent en vertu du traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP). La situation en Syrie est "une catastrophe totale" et "empire" jour après jour". Ils craignent qu'elle ne prenne des proportions encore plus catastrophiques.

Les Indiens s'inquiètent des mesures prises par la Chine en vue de construire une série de barrages sur le fleuve Brahmapoutre. Les membres du parlement indien demandent si l'UE pourrait exercer des pressions sur la Chine à cet égard. Les membres du Parlement européen reconnaissent que les fleuves risquent d'être la cause de conflits, alors qu'ils pourraient être un facteur de paix et que des arguments forts pèsent en faveur d'une gestion commune des ressources naturelles partagées.

Les Indiens concluent en posant la question de la représentation au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, laquelle est restée bloquée en 1945 et ne reflète pas l'ordre mondial actuel.

19.30 - 22.30 Déjeuner de travail sur le thème des droits des femmes,
présidé par la délégation européenne

*Lieu: Bibliothèque
Lodhi Hotel*

Les membres du Parlement européen abordent la situation des droits des femmes avec des représentants de premier plan de la société civile. Les intervenants soulignent

qu'un gouffre sépare la législation introduite afin de lutter contre les crimes commis à l'encontre des femmes de sa mise en œuvre dans la population, où la situation est très préoccupante. De nombreuses femmes peinent à accéder à des services de santé adéquats. Ainsi, par exemple, la plupart des avortements se déroulent en dehors du cadre du système de santé publique. La problématique répandue du viol conjugal est notamment évoquée.

Les intervenants affirment que la police est souvent corrompue et ne prend pas les mesures efficaces qui permettraient de protéger les femmes. L'accent est mis sur la nécessité de mieux éduquer et sensibiliser la police et de créer des bureaux de police où ne travailleraient que des femmes et où les victimes de faits de violence se sentiraient moins exposées.

Les problèmes rencontrés par les femmes dans les zones de conflit (notamment au Manipur et dans le reste du nord-est) ont également fait l'objet d'une attention particulière. Dans ces régions, le risque de viol par l'armée est plus élevé et les femmes ont peu de chance d'obtenir réparation, compte tenu des dispositions de la loi sur les (pouvoirs particuliers des) forces armées. La situation des femmes de la communauté Dalit a également été passée en revue et la résolution du Parlement européen sur la discrimination fondée sur l'appartenance à une caste de décembre 2012 a reçu un accueil très favorable.

Mercredi 1^{er} mai 2013 - Kolkata

06.30 DÉPART DE L'HÔTEL POUR L'AÉROPORT

09.10 Vol pour Kolkata JetKonnnect 9 W 7105

Visite du projet TREC/STEP "Incubating New Emerging Technology (NET) Skills by creating sustainable models of NET Skill Package" (*Développer des compétences en matière de nouvelles technologies émergentes (NET) et créant des modèles durables de paquets de compétences propres aux NET*)

La délégation a atterri à Kolkata le matin et s'est rendue directement de l'aéroport vers l'Institut Vivekananda de biotechnologie à Nimpith, pour visiter le projet TREC-STEP, à environ 75 kilomètres de Kolkata. À leur arrivée, ils ont assisté à une présentation du projet.

Celui-ci vise à former des jeunes marginalisés et vulnérables dans des domaines particuliers comme la biotechnologie, l'électroménager et les services informatiques ou de technologie mobile, afin de les aider à trouver un emploi ou à lancer leur propre petite entreprise. Le but est que les stagiaires ayant réussi leur formation puissent ouvrir leur propre entreprise dans leur localité, au lieu d'être contraints de s'expatrier.

Le projet est parvenu à "atteindre les plus marginalisés", et 3000 jeunes ont ainsi été formés pour devenir les "techniciens de demain". Nombre de ces jeunes n'avaient pas bénéficié d'une éducation classique ni d'un emploi auparavant, il a donc fallu s'attacher en plus à des questions comme la ponctualité. Le projet a cherché à impliquer étroitement l'entourage des stagiaires au cours de l'ensemble du processus. Les stagiaires ont généralement entre 15 et 20 ans et 34 % d'entre eux sont des femmes (plus que l'objectif initial de 25 %). La durée des cours a généralement été de 180 à 190 heures et ceux-ci comportaient trois à quatre heures de formation par semaine. Les cours ont été donnés en anglais, mais les notes du stagiaire et du formateur ont été rédigées en bengali. La relation entre le stagiaire et le formateur ne s'interrompait pas à la fin du cours, ce dernier continuant d'apporter un soutien au stagiaire.

Même si les membres du Parlement européen ont visité un centre situé à deux heures de route de Kolkata, le projet a couvert une région bien plus grande où de nombreuses communautés sont très isolées. De nombreux stagiaires n'avaient jamais mis le pied hors de leur village et il faut remarquer que la région compte 54 îles uniquement accessibles par bateau. Les employés du projet se sont rendus dans les régions les plus éloignées pour assurer une formation *sur place* quand c'est nécessaire.

Le projet s'est développé dans les régions du Bengale occidental, du Tamil Nadu et de Maharashtra de 2009 à 2012. Il a été cofinancé par le département indien de science et de technologie et par l'Union européenne à hauteur d'un million d'euros (90 % du financement du projet).

Après la présentation, les membres du Parlement européen ont entendu le témoignage de plusieurs stagiaires qui ont fini leur formation et expliqué en quoi cette dernière leur avait été bénéfique. La délégation a ensuite repris le chemin de Kolkata.

Jeudi 2 mai 2013 - Kolkata

08.30 - 09.30 Petit déjeuner de travail avec le centre européen d'affaires et de technologie (*European Business And Technology Centre [EBTC]*)

*Lieu: Taj Bengal Hotel
Hall d'entrée*

09.45 - 10.00 Visite des bureaux de l'EBTC

La délégation du PE est informée du travail accompli par le Centre européen d'affaires et de technologie (EBTC) à Kolkata. Les employés de l'EBTC expliquent, entre autres, qu'ils tendent à "approfondir plutôt que viser large" et à se concentrer sur des groupes particuliers d'entreprises. Ils assistent les entreprises européennes qui envisagent de s'implanter en Inde, en les aidant notamment à affronter certains

problèmes, par exemple celui de la bureaucratie. Ils font remarquer que la plupart des PME européennes collaborent avec des partenaires indiens, même si certaines d'entre elles se sont lancées toutes seules. L'un des principaux domaines d'activités est le développement des technologies renouvelables.

Après sa visite, la délégation du PE a rendu une brève visite dans les bureaux de l'EBTC situés dans le bâtiment de la chambre du commerce du Bengale.

10.05 - 11.15 Présentation des activités de la DG ECHO dans le nord-est de l'Inde avec la participation de certains partenaires
Lieu: Salle de réunion de la chambre de commerce du Bengale

Cette présentation s'est notamment concentrée sur les conséquences pour les femmes du conflit dans les États du nord-est, notamment au Manipur.

Les États du nord-est (ou "sept sœurs") comptent près de 45 millions d'habitants appartenant à 70 groupes principaux de population, qui parlent à peu près 400 langues et dialectes différents. 98 % des frontières de la région sont partagées avec d'autres pays et la région est en proie à de "petites guerres et insurrections" qui apportent leur lot "d'armes légères, de narcotiques et d'armes en tous genres".

La population locale est dans une position très vulnérable, coincée entre l'armée et les insurgés. Ces derniers trouvent facilement des armes et se livrent régulièrement au trafic des stupéfiants. L'armée indienne a pour ainsi dire carte blanche, parce que la loi sur les (pouvoirs particuliers des) forces armées s'applique dans la plupart de la région et reconnaît aux soldats des pouvoirs très vastes, qui entraînent souvent d'importantes violations des droits de l'homme.

Les conflits, dont certains remontent à 1947, sont enracinés et alimentés par la pauvreté et le chômage. Les intervenants demandent aux membres du Parlement européen d'évoquer la situation dans le nord-est du pays avec les parlementaires indiens qu'ils rencontrent. La délégation du PE se dit très préoccupée par la situation, notamment par l'utilisation fréquente des armes légères, qu'elle qualifie "d'armes de destruction massive". Les intervenants et les membres du Parlement européen sont d'accord pour penser que la délégation PE devrait faire une nouvelle tentative pour visiter le Manipur, l'accès à cette région lui ayant été refusé une première fois.

11.30 - 12.30 Réunion avec **M. Biman Banerjee**, président de l'assemblée législative du Bengale occidental, et avec des ministres du gouvernement de cet État

Les membres du Parlement européen ont un échange de vues avec M. Biman Banerjee, président de l'Assemblée législative du Bengale occidental et plusieurs ministres et membres éminents de l'Assemblée.

Le ministre de l'économie du Bengale occidental, M. Amit Mitra, souligne la séparation des pouvoirs entre l'État et le gouvernement central, en notant que 32 % du total des recettes fiscales reviennent aux États. Le Bengale occidental est un contributeur net au budget de l'État, car Kolkata envoie 8 milliards de dollars à Delhi, dont 4 milliards lui sont restitués à l'issue des négociations avec la commission des finances. Le taux de croissance annuel du PIB de 8 %, notamment dans l'agriculture, est au-dessus de la moyenne nationale. Les recettes fiscales ont connu une hausse de 30 % sans augmentation des taxes, notamment grâce à la taxe d'enregistrement des produits électroniques et à la récupération de créances fiscales. Le ministre souligne également la nécessité d'une réforme du système de collecte de l'impôt afin d'augmenter les remboursements du centre aux États.

D'autres discussions portent sur l'ALE entre l'UE et l'Inde, la majorité des deux parties convenant que la conclusion d'un accord pourrait et devrait bénéficier aux deux parties.

Les membres du Parlement européen visitent ensuite les bâtiments de l'Assemblée et sont invités à déjeuner par le président.

14.30 -16.00 Visite de Kolkata

La délégation du PE visite l'hôtel de ville et le musée adjacents. Ils visitent ensuite le mémorial Victoria. Ils se rendent ensuite sur le site de Metro Cash & Carry.

17.00 - 18.00 Visite du site de Metro Cash & Carry à proximité de Kolkata.

Le projet Metro Cash & Carry a été choisi comme exemple positif d'investissement étranger direct européen en Inde. Il s'agit d'une division détenue à 100 % par Metro AG, le conglomérat allemand de vente au détail.

Les membres du Parlement européen visitent le site et assistent à une présentation par les responsables de Metro. Ils sont informés que Metro Cash & Carry a commencé ses opérations en Inde à Bangalore en 2003 et ouvert son magasin de Kolkata en 2008. Actuellement, l'entreprise compte 15 centres en Inde et poursuit son développement. Le magasin de Kolkata s'étend sur 6 700 m² et se situe stratégiquement le long de la route qui relie le centre-ville à l'aéroport.

Les grands magasins sont relativement nouveaux en Inde (même si Carrefour et Tesco envisagent de se développer) et les responsables de Metro soulignent qu'il sera nécessaire de se faire accepter par la population locale. Metro ne vend pas directement au grand public, mais à des groupes de clients, comme les hôtels, les restaurants, les traiteurs, les commerçants, et autres professionnels. Le personnel note que la

fourniture rapide de denrées alimentaires au client final entraîne moins de déchets. Ils n'ont pas encore commencé à recycler les déchets électroniques.

Les responsables de Metro soulignent également ce que le magasin apporte à la population locale, en soulignant le fait que 90 % des marchandises sont "locales" (produites en Inde). Le personnel est très satisfait de ses conditions de travail et on compte peu de démissions. Les femmes ne doivent pas travailler après 19 heures. Tous les trois mois, le personnel passe une visite médicale. Il y a également des congés annuels garantis. De plus, les travailleurs sont invités à faire visiter leur lieu de travail à leurs familles.

19.00 - 20.00 TRANSFERT VERS L'HÔTEL TAJ BENGAL

20.30 - 22.30 Dîner de travail organisé par le Parlement européen
Délégation pour les relations avec l'Inde, Centre européen
d'affaires et de technologie (EBTC) et représentants des
États membres et des entreprises présentes à Kolkata
Lieu: Taj Bengal Hotel

Nombre des thèmes abordés pendant la semaine sont à nouveau évoqués pendant le dîner. Les intervenants soulignent que la bureaucratie, comme les lois trop strictes sur le travail, sont source de problèmes pour les entreprises européennes qui souhaitent s'implanter en Inde. Ils signalent également que les entreprises étrangères doivent obtenir l'approbation de divers ministres avant d'entreprendre leurs activités, des ministres qui sont souvent en bisbille et ont parfois des exigences contradictoires.

Les deux parties notent que les exemples positifs d'entreprises européennes ayant réussi à s'implanter en Inde devraient en inciter d'autres à venir dans le pays. Des contacts supplémentaires entre chambres de commerce et davantage d'informations seraient également très utiles. Il importe que les entreprises européennes n'ignorent pas le rôle des gouvernements des États lorsqu'elles cherchent à attirer d'autres entreprises. Le Bengale occidental n'a pas été le premier État à attirer les investissements étrangers dans le passé, entre autres à cause de son climat politique instable, mais également à cause du rôle prépondérant de son agriculture, l'État étant "trop fertile".

On admet généralement que le monde évolue et que l'Union européenne et l'Inde doivent faire le nécessaire pour ne pas être à la traîne. L'ALE serait une étape importante à cet égard. Les membres du Parlement soulignent encore une fois que l'agriculture européenne ne représente pas une menace pour l'agriculture indienne, car leurs secteurs sont largement complémentaires.

Certains représentants diplomatiques européens évoquent leur politique accélérée de délivrance des visas commerciaux à long terme pour l'espace Schengen et rejettent les plaintes de retard dans ce processus.

Vendredi 3 mai 2013 - Kolkata

08.45 DÉPART DE L'HÔTEL

09.30 -10.30 Visite du projet Solidarity and Action against HIV
infection of India (SAATHI - *Solidarité et action contre le VIH
en Inde*)

Centre antirétroviral, École de médecine tropicale de
Kolkata.

Le projet "Autonomisation des femmes affectées par le VIH à travers la propriété et la connaissance des droits" a permis d'aider 18 000 femmes dans huit États, dont le Bengale Occidental. Les financements européens ont atteint un montant de 323 278 euros sur 40 mois, au cours de la période allant de janvier 2010 à avril 2013. Même si les financements sont limités dans le temps, la structure est permanente.

Les membres du Parlement européen rencontrent ensuite plusieurs médecins et formateurs aux droits des femmes, ainsi que des femmes qui ont bénéficié du projet. Ils sont informés de la stigmatisation sociale qui pèse sur les femmes atteintes du VIH/SIDA, aggravée par les tabous religieux. L'analphabétisme des femmes et leur manque de connaissance de leurs droits aggravent le problème, surtout pour celles qui ont été contraintes de quitter le domicile conjugal à la mort de leur mari. La violence conjugale est également un problème récurrent au sein de nombreuses familles. Le projet vise également à sensibiliser les juges et les autres représentants des autorités aux problèmes rencontrés. Les femmes qui ont pu bénéficier du projet ont été invitées à faire profiter de leurs conseils, fruits de leur propre expérience.

Désormais, toutes les femmes enceintes passent un test au début de leur grossesse pour vérifier si elles sont contaminées par le VIH/SIDA, et tous les dossiers médicaux des patients sont informatisés. Le taux élevé d'infection par le VIH/SIDA dans la communauté transsexuelle est aussi évoqué, alors que ce problème est à peine reconnu. Enfin, les travailleurs du projet s'inquiètent que l'ALE entre l'Union européenne et l'Inde puisse entraîner une augmentation du prix des médicaments pour les personnes les plus vulnérables en Inde.

Annexes: programme + liste des participants



**WORKING GROUP VISIT TO
DELHI AND KOLKATA
29 APRIL - 3 MAY 2013**

FINAL PROGRAMME

Saturday 27 and Sunday 28 April 2013

Individual arrivals of Members and Staff

*Accommodation: Taj Mahal Hotel
Number One, Mansingh Road
New Delhi 110011
Tel. +91 11 230 261 62*

Sunday 28 April 2013 - Delhi

18.00 Informal briefing Secretariat
18.30 Informal EP Delegation meeting
Meet in hotel lobby

Monday 29 April 2013 - Delhi

- 09.00 DEPARTURE FROM HOTEL TO EU DELEGATION
- 09.30 -10.45 Briefing at the EU Delegation by Head of Delegation
Venue: EU Delegation, 65, Golf Links
- 10.45 TRANSFER TO SOUTH BLOCK
- 11.00 - 11.45 Meeting with **H.E. Ms Preeti Kaur**, Minister of State for External Affairs
Venue: South Block - Gate 4
- 11.45 Transfer to Shastri Bhavan, C Wing, gate 6
- 12.00 - 12.45 Meeting with **Hon. Kumari Selja, Union Minister for Social Justice and Empowerment**
- 12.45 TRANSFER TO IMPERIAL HOTEL
- 12.45 - 15.00 Lunch with the Confederation of India Industry (CII), hosted by **Sir Graham Watson**, Chair of the European Parliament Delegation for Relations with India
*Venue: Daniell's Tavern
Imperial Hotel
Janpath, New Delhi*
- 15.00 TRANSFER TO ECHO OFFICE
- 15.30 - 16.30 ECHO presentation on Malnutrition and Internal Conflicts in India
Venue: ECHO Offices
- 17.00 Free time/bilateral meetings with representatives of Member State Embassies in Delhi
- 20.00 - 22.30 Working dinner with the **Federation of Indian Chambers of Commerce and Industry (FICCI)**, hosted by **Sir Graham Watson**, Chair of the European Parliament Delegation for Relations with India

*Venue: Villa Medici Restaurant
Top floor Taj Hotel*

Tuesday 30 April 2013 - Delhi

- 09.30 Drive to eWaste project
- 10.30 -12.30 **Switch Asia E Waste Project Visit.**
Visit to informal dismantling facilities on e-waste.
Presentation of the project. Interaction with project managers.
- 12.45 - 13.30 **TRANSFER TO HOTEL**
- 15.00 **TRANSFER TO PARLIAMENT HOUSE**
- 15.10 Visit of Parliament House
- 16.00 - 17.00 Meeting with **Mr Shanta Kumar**, MP (Rajya Sabha), Chair of the Committee on Commerce, and Committee Members
*Venue: Room no. 63, 1st floor
Parliament House - Gate 12*
- 17.00 Meeting with **Hon. Anand Kumar**, MP (Lok Sabha), Chairman of the External Affairs Committee and Committee Members
Venue: Parliament House
- 18.00 **TRANSFER TO HOTEL**
- 19.15 **DEPARTURE FROM HOTEL FOR**
- 19.30 - 22.30 Working dinner on the theme of women's rights, hosted by the EU Delegation
*Venue: Library Lounge
Lodhi Hotel*

Wednesday 1 May 2013 - Kolkata

06.30 DEPARTURE FROM HOTEL TO AIRPORT

09.10 Flight to Kolkata on JetKonnnect 9 W 7105

11.15 Arrival in Kolkata

11.45 - 13.45 Drive to TrecStep Project

14.00 -14.45 Lunch and presentation of TrecStep Project
*Venue: Project location in Nimpith
 District South, 24 Parganas*

15.00- 17.00 Visit of TREC-STEP Project (vocational education) -
 Laboratories where young adults are trained in bio-
 technologies

17.00 - 19.00 Drive back to Kolkata

*Accommodation: Taj Bengal Hotel
 34-B Belvedere Road - Alipore
 Kolkata 700 027*

Evening free for own arrangements

Thursday 2 May 2013 - Kolkata

08.30 - 09.30 Working breakfast with the European Business and
 Technology Centre (EBTC)
*Venue: Taj Bengal Hotel
 Portico Hall*

09.30 - 09.45 Drive to EBTC offices

09.45 - 10.00 Visit of the EBTC offices

10.00 WALK TO BENGAL CHAMBER OF COMMERCE

10.05 - 11.15 Presentation on ECHO activities in North East India, with
 participation of implementing partners
*Venue: Meeting room at the Bengal Chamber of
 Commerce*

11.15 TRANSFER TO STATE LEGISLATIVE ASSEMBLY

- 11.30 - 12.30 Meeting with **Mr Biman Banerjee**, Speaker State Legislative Assembly and Ministers in the State Government
- 12.30 Guided visit of the State Legislative Assembly
- 13.30 - 14.30 Lunch hosted by the State Legislative Assembly
- 14.30 -16.00 Visit by bus of Kolkata
- 16.00 - 16.45 DRIVE TO MAKRO/METRO SITE
- 18.00 - 19.00 Visit of Makro Metro site near Kolkata
- 19.00 - 20.00 DRIVE TO TAJ BENGAL HOTEL
- 20.30 - 22.30 Working dinner hosted by European Parliament Delegation for Relations with India European Business and Technology Centre (EBTC), EU Member States Representatives and business present in Kolkata
*Venue: Taj Bengal Hotel
Crystal Hall*

Friday 3 May 2013 - Kolkata

- 08.45 DEPARTURE FROM HOTEL
- 09.00 -11.00 Visit of the project Solidarity and Action against HIV infection of India (SAATHI)
Interaction with medical officer, women's rights educators and project beneficiaries
Venue: Anti-Retroviral Centre, School of Tropical Medicine, Kolkata
- 11.00 DRIVE BACK TO TAJ BENGAL HOTEL
- Lunch own arrangements
- Afternoon Free time
- 1630 Group departure to airport for onward travel to Europe

*Delegation for relations with India***WORKING GROUP VISIT TO DELHI AND KOLKATA
29 April - 3 May 2013****PARTICIPANTS LIST****MEMBERS**

Sir Graham WATSON, Chair	ALDE	United Kingdom
Ms Lena KOLARSKA-BOBIŃSKA, 2nd Vice-Chair	EPP	Poland
Ms Birgit COLLIN-LANGEN	EPP	Germany
Ms Kinga GÁL, Substitute Member	EPP	Hungary
Mr Thomas MANN, Substitute Member	EPP	Germany
Mr Jo LEINEN	S&D	Germany
Ms Maria BADIA I CUTCHET, Rapporteur S&D	Spain	
Ms Anthea McINTYRE	ECR	United Kingdom
Mr Matteo SALVINI	EFD	Italy

SECRETARIAT

Mr Tim BODEN, Head of Secretariat
Ms Emma MOLLET, Administrative Assistant

POLITICAL GROUPS

Ms Joanna JARECKA-GOMEZ, EPP
Mr Christopher WILLIAMS, S&D
Ms Urša PONDELEK, ALDE

ACCOMPANYING PERSON

Mr Andrea CRIPPA, assistant to Mr Salvini